EDITION D'UNE HEURE.

Nouvelles du Sud

PAR LA VOIE DE BOSTON.

Un habitant de la Nouvelle-Angleterre qui a quitté Richmond à la fin de janvier, communique les faits suivants au Boston Journal qui en garantit la véracité :

L'inspecteur général rebelle dit la conscription sur le colonel Myers (qui était aide-de-camp du général Scott) et qui est maintenant à Macon, Georgie, pour examiner les fifeurs qui sont attachés au quartier-maître, au commissariat et aux différentes branches du chirurgien en chef, des aides, des nègres et autres.

Mme John Mitchell, arrivée à Richmond il y a un mois d'ici Elles, après avoir failli être emprisonnée à bord du secours de blocus, Venta, avait apporté nombre d'exemplaires du Dublin *Nation* du 7 novembre. Ce numéro contient une longue lettre de William Smith O'Brien au général Meagher, qui doit être publiée dans tous les États du Sud. C'est une longue argumentation contre la candidature patriotique du général Meagher, et les Irlandais y sont invités à ne pas suivre son exemple en s'enrôlant dans les armées américaines.

Wilmington est maintenant le port d'entrée, et les vents des articles de commerce importés y sont saisis par les Comptoir Fédéral. M. S. M. West agissant comme examinateur. Une de ces ventes était annoncée comme devant avoir lieu le 27 janvier; cela comprenait toute la cargaison du steamer Hamilton: on devait vendre parties des marchandises des steamers Doe, Hasan et Bendigo.

Une annonce avait encore pour but la vente d'une partie des cargaisons du Fox, de la Lucy et du Wild Dayrell. Les ventes, faites sur ordre du cgon, rapportent les magasins d'anciens agents de la Nouvelle-Angleterre, où l'on voyait les groceries, avec des articles de fantaisie, de bureau et des drogues, etc.; etc.

Un troisième auctioneer a été autorisé par le Congrès rebelle pour les comptes du département de la poste et T W M Harris de Vicksburg a été nommé. C'est un avocat de profession, et ci-devant juge de la cour criminelle à Vicksburg.

Quand le sénateur Davis, de la Caroline du Nord, fut nommé procureur général, à la place de Thomas C. Watts démissionnaire, le gouverneur de la Caroline du Nord nomma, pour remplir la vacance, William A. Graham, dont les six années de service comme Sénateur devaient commencer le 17 février. Il était sénateur d'État pour le comté d'Orange quand il fut élu au Sénat confédéré.

Le général John Morgan a été reçu d'une manière très flatteuse à Richmond, par le maire Joseph Mayo et d'autres membres du gouvernement de la ville.

Beauregard, pour le dire en passant, n'a jamais été à Richmond qu'une seule nuit depuis le commencement de la guerre. Il y arriva dans la soirée du 1er juin 1861, lorsqu'il allait prendre le commandement de l'armée du Nord de la Virginie et il repartit le lendemain matin. Quand il reçut l'ordre d'aller prendre le commandement de l'armée de l'Ouest à Corinth, il y se rendit par la voie de Lynchburg. Les généraux Lee, Bragg, Sterling Price, John C. Breckinridge, Simon Buckner, Wm Preston, Simon Longstreet, Job Stuart et d'autres sont nés à Richmond, mais aucun d'eux n'y a jamais été accueilli avec autant d'honneurs que John Morgan.

NOUVELLES D'ANGLETERRE.

Londres, 18 janvier.

Le *Morning Post* publie l'article communiqué que voici :

" Nous apprenons que les représentants de l'Autriche et de la France à la cour de Copenhague, ont communiqué au gouvernement danois un ultimatum de la part de l'empereur Napoléon et de l'empereur François-Joseph, qui doit être publié demain matin. Si, dans les quarante-huit heures qui pourront être mis en péril, telles obligations qui pourront être violées et qui nous forceront, à notre tour, à prendre celles qui nous paraîtront les plus propres à nous faire respecter. Le gouvernement impérial prononcera ensuite les mesures nécessaires pour obtenir l'accomplissement de notre désir.

" Le délai fixé par les ministres des deux grandes puissances allemandes expiré le 18 janvier (aujourd'hui même)

" Il est certain que le gouvernement danois ne se rendra pas à cette intimation soudaine et on est en conséquence, à Vienne et à Berlin, déjà assez tranquille d'ailleurs et de moralisée. Le parti d'action croit être aux mêmes depuis longtemps et s'attendait à ce que certaines formalités pour les introduire en Holstein. Le gouvernement, avisé à temps, a déjoué ces projets et a même fait circuler activement parmi les Holsteins un manifeste du 29 et de Minuit.

ÉLECTIONS EN FRANCE.—Nous empruntons aux journaux français les informations suivantes sur les résultats des élections des Vosges, du Bas-Rhin et du Gard :

Département du Bas Rhin.

M. Hallez-Claparède, candidat de l'opposition..... 14 850 voix.
M. de Balneh, candidat du gouvern. 14,396 "

Département du Gard.

M. Bonnet, candidat de gouvern. 17,130 voix
M. Boyer, candidat de l'oppos. 1,811 "
M. Bess, Id. Id. 2,385 "

Département des Vosges.

M. Buffet, candidat de l'opposition 16,090 voix
M. Bourcier de Villiers, dép. sortant 13,000 "

PRÉPARATIFS DE L'ITALIE.—On lit dans une correspondance parisienne :

Le *Castelfidardo*, frégate cuirassée, construite à Nantes par la maison Ernest Gouin et comp., pour le compte du gouvernement italien, est fort avancé en ce moment. Les essais achevés et la blindage est commencé. Les travail vont, paraît-il, fort remarquable, et sera un nouveau succès pour la science française. Néanmoins, le chevalier De Leca, de Naples, officier constructeur de la marine italienne, a été chargé par son gouvernement de visiter les chantiers de *Castelfidardo* et d'en référer à Turin. Arrivé à Nantes, il a été si satisfait qu'il a dit que les constructeurs-eux-mêmes n'avaient qu'à rédiger le rapport et qu'il le signerait.

Un appontage que quatre-vingt-dix mille paires de canonnières viennent d'être commandées en France pour le service de l'armée italienne, livrables fin février mars 1864.

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

Nous lisons dans la *Patrie* du 19 janvier :

Jamais peut-être la situation ne fut plus compliquée que celle de l'Allemagne, depuis la vote de la Diète contre la proposition austro-prussienne pour l'occupation du Schleswig.

Il y a, en effet, deux politiques. L'Autriche et la Prusse ont, en ce qui concerne l'affaire danoise, des intérêts communs. Elles veulent, l'une et l'autre, augmenter très facilement le démembrement qui règne entre les États secondaires et les deux grandes puissances, sont en résistent énergiquement sur les bords de l'Elbe aux troupes qui occupent le Holstein, soit en ne s'opposant pas à l'envahissement du Schleswig par la France et l'Autriche, contrairement aux vœux des États secondaires.

Cette dernière tactique serait; dit-on, celle qu'adopterait le roi Christian, sur le conseil de son nouveau ministre des affaires étrangères. Les troupes austro-prussiennes occuperaient donc le Schleswig, de consentement du Danemark, et les États secondaires, qui ont voulu éviter cette intervention des deux grandes puissances, verraient ainsi leurs efforts complètement déjoués.

Nous devons ajouter, cependant, que nos correspondances particulières sont loin de présenter le roi de Danemark comme disposé à céder devant les troupes fédérales : quelles qu'elles soient.

Mais l'action politique n'est pas la seule qui semble de nos jours être chargé. L'action militaire se trouve également entravée, et nous en avons la *Gazette nationale de Berlin*, laquelle nous apprend que le *statu quo* devant Rendsbourg vient de que la commandant des troupes fédérales ne laissé sans instructions.

Cet officier aurait demandé si Rendsbourg devait être regardé comme une forteresse bloquée, et si dans ce cas il devait empêcher l'aller et venir de la Commune. La Diète n'a pas encore répondu, sous l'influence de la France et de l'Autriche, qui veulent éviter un conflit le plus longtemps possible.

La situation a encore un gravité, en sorte de vue des intérêts de la Confédération, de l'agent de la France et de l'Autriche prétendent aujourd'hui que la division qui vient d'éclater va fournir un allument important à l'esprit révolutionnaire, et que les États secondaires, qui se sont placés, dans l'affaire dano-allemande, à la tête du mouvement national, ne tarderont pas à être emportés par ce mouvement.

Les soldats de Berlin et de Vienne auraient donc, aux assauts, leur tactique, laquelle aboutirait à effrayer les petits souverains de la Confédération des tentatives de la révolution. Déjà même le gouvernement autrichien aurait pris un coup, dans toutes ses publications en Allemagne, les nouvelles qui lui viennent de Venise. Il est question, en effet, de mesures que l'on devra prendre chaque jour, et pour donner plus de crédit à ces récits, le cabinet de Vienne a transmis aux autorités de Venetie les ordres les plus rigoureux. Des vaisseaux croisent de nuit et jour dans l'Adriatique, et tous les étrangers qui débarquent sur le littoral autrichien sont soumis à une surveillance très sévère.

Finalement, l'Allemagne est en proie à cette heure à une vive agitation. Doublée à la fois par les nécessités de la question dano-allemande, par les craintes de la Révolution et par les barrages d'une rupture avec la France et l'Autriche, elle prête la fièvre à toutes les conditions graves qui peuvent se produire en Europe.

PROJET DE MÉDIATION. — On lit dans la *France* :

La *Patrie* annonçait dernièrement que le Danemark aurait conçu le projet de soumettre son différend à l'Allemagne à la médiation de l'empereur Napoléon. Cette nouvelle est officiellement démentie par l'attitude que la France et son gouvernement observent en face des complications allemandes, attitude notamment dessinée dans la circulaire de M. Drouyn de Lhuys du 4 janvier courant.

Notre confrère, dit à ce sujet le *Memorial Diplomatique*, a probablement entendu parler d'une autre démarche que vient de faire et qui a échoué auprès de la cour des Tuileries, et dont nous pouvons aujourd'hui de parler plus haut, c'est la remise d'une note motivée que M. le comte de Moltke, représentant du Danemark à Paris, a lue à M. Drouyn de Lhuys au commencement de cette semaine. Cette note demande, non pas l'arbitrage de l'Empereur Napoléon, mais la médiation conjointe des quatre cosignataires non allemands du traité de Londres.

On lit dans un journal parisien du 17 janvier :

M. Mercier, ministre de France aux États Unis, est arrivé à Paris en vertu d'un congé.

M. de Geoffroy, nommé récemment premier secrétaire de la légation de France à Washington, est arrivé à Paris venant d'Athènes. Il se prépare à partir pour son nouveau poste.

MAXIMILIEN ET NAPOLEON.

Nous apprenons par un télégramme de Trieste, du 11, lit le *Memorial diplomatique*, que S. A. I. l'archiduc Ferdinand Maximilien est parti de Miramar pour Vienne, où il a reçu une invitation spéciale de l'empereur, son auguste frère.

La visite que l'archiduc Ferdinand-Maximilien va la princesse Charlotte se proposait de faire à la cour des Tuileries, avant de s'embarquer pour le Mexique, ne saurait pas à un simple acte de courtoisie. L'intention bien arrêtée de faire souverain du Mexique soit de passer plusieurs mois auprès de l'empereur et de l'impératrice sur toutes les questions principales de la politique intérieure et extérieure du nouvel établissement monarchique. On ajoute que l'archiduc Ferdinand-Maximilien, autant qu'il dépendra de moi, n'acceptera la dotte de reconnaissance que le Mexique a contractée à tout jamais envers la France ; je ne saurais le dire, j'ai vu plusieurs fois l'archiduc, plein loyal et le plus fidèle allié de Napoléon III, dont, tout le monde le sait, j'ai toujours été le plus sincère admirateur.

En montant sur le trône relevé de Montezuma, l'archiduc Ferdinand Maximilien gardera la dernière place que prendra aujourd'hui son armée primitrice : "Égalité dans la justice.

Nous avons annoncé la formation d'une division navale destinée à bloquer la côte méridionale du Pacifique. La frégate à vapeur la "Victoire, qui fait partie de cette escadre, vient de partir pour Acapulco. Les autres navires de guerre, qui auront la même destination, partiront très prochainement la France.

On assure que l'organisation de cette force navale et l'expédition dans le Guanajuato, que commande en ce moment le général Bazaine, font partie de programme arrêté d'un commun accord avec S. A. I. l'archiduc Maximilien, dont l'acceptation aujourd'hui paraît assurée.

(*La France*).

CHRONIQUE LOCALE.

VOL A L'ÉGLISE DE L'ARCHEVÊCHÉ. — Des voleurs se sont introduits, dans la nuit de mardi à mercredi, dans l'église de l'Archevêché, ils en ont enlevé le Saint Ciboire, un grand nombre d'objets précieux et ont répandu des hosties sur les dalles.

La police n'a pas encore découvert les coupables.

VOYEZ DU PORT.—M. J P Tucker est nommé voyer du port de cette ville. M. Decloux, collecteur de la Douane, avait jusqu'à ce jour rempli les devoirs de la place.

Le nouvel officier est arrivé ici par l'*Evening Star* et doit, dit-on, entrer immédiatement en fonctions. Il a été, pendant trois ans, député du voyer du port de Boston!

ORDONNANCE SANITAIRE — Le Maire Hoyt publie officiellement, en date du 16 courant, l'ordonnance municipale connue, depuis quelques d'années, sous le nom de " Health Ordinance " ou ordonnance sanitaire, et annonce qu'à la sera rigoureusement mise en vigueur à partir du 10 mars prochain.

On sait que cette loi a trait aux immondices, aux animaux morts, etc.

COTON.—Il y a encore cette balle de coton sur le vapeur *Ida May*, arrivé au matin de Waterproff, au dessus de Natchez Elles sont consignées à différentes maisons de cette ville.

VOL.—Des nègres sont entrés, ce matin, dans deux heures, dans un magasin d'épicerie du coin des rues Howard et Edgewood et ont emporté une quantité de marchandises.

Aucune arrestation n'a encore été opérée.

UN CADAVRE— On a trouvé, ce matin, le cadavre d'un blanc flottant dans la Rivière à Basin. On suppose que c'est celui du déserteur Hayes qui a disparu le jour du Mardi Gras.

Le Coroner tiendra l'enquête aujourd'hui.

SOUDS MAINSOW.

Ce........SUR ECOLOGUE.....

C'EST BIENTÔT.—Encore d'une nuit et demie et nous le verrons, par Adams & Co., Lemmon, Lemmon, Lemmon,